RAPSE
Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre

N° 100
5 avril 2012

100 numéros de la Lettre du Rapse

Sommaire

✓ 1) Modèle Allemand : gare au piège…… pages 2/3/4
✓ 2) Crise de la dette : comprendre et agir…… page 5/6/7
✓ 3) Chômage : 10 mois consécutifs de hausse!…… pages 8/9

MODELE ALLEMAND : GARE AU PIEGE !

Yves Dimicoli

Sarkozy assure que pour une « *France forte* », il faut se caler sur le « *modèle allemand*» en matière de compétitivité.

Au nom de quoi, il multiplie les mesures et promesses visant à « *baisser le coût du travail*», à précariser l'emploi, flexibiliser les salaires, faire disparaitre les trente-cinq heures, mettre en cause les droits sociaux des salariés et des chômeurs.

Parallèlement, les médias ne cessent de montrer comment les réformes Hartz du marché du travail ont précarisé tout un pan du salariat allemand dans la première décennie 2000...Comme si c'est cela même qui expliquerait l'efficacité supérieure de l'industrie allemande.

C'est un énorme piège bâti sur un mensonge qui consiste à faire croire que la compétitivité allemande a été acquise par la baisse du coût du travail et que, donc, sa force tiendrait à la précarité de son salariat qu'il faudrait imiter pour rendre la « *France forte* ». Les ressorts de la compétitivité industrielle allemande sont tout autres.

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : COUT DU TRAVAIL PLUS FAIBLE EN FRANCE

Coût horaire main d'œuvre en euro (2008)

France..... **33,2 €**
Allemagne.....**33,4 €**
Source: Eurostat-INSEE

Coût horaire main d'œuvre en dollars (2010)

France..... **40,6 $**
Allemagne..... **43,8 $**
Source: Département du travail USA

L'un des principaux points forts de l'industrie allemande réside dans la construction automobile qui représente 40% des exportations industrielles de ce pays, alors que la France, qui dispose de deux grands groupes (Renault et Peugeot), présente, dans ce secteur, un déficit commercial qui est passé de 3,8 milliards d'euros en 2010 à 5,3 milliards en 2011. Pourtant...

Coût horaire main d'œuvre (industrie automobile-2008)

France..... 33,38 €
Allemagne..... .....43,14 €

Source: Eurostat- INSEE

SALAIRES BRUTS: PLUS ELEVES EN ALLEMAGNE

Selon le rapport de juin 2010 de la Commission des comptes de la sécurité sociale, le salaire annuel brut moyen des salariés travaillant à temps plein, de l'industrie et des services, est largement plus élevé en Allemagne qu'en France: 43 942 euros en 2008, contre 32 826 euros, soit un écart de 34%. Et, s'il est sensiblement plus faible pour le revenu net après impôt, il demeure cependant nettement positif: 25 617 euros en Allemagne contre 23 694 euros en France.

L'AVANTAGE ALLEMAND : LES RELATIONS BANQUES – INDUSTRIE

En France, les banques, largement privées, sont très extraverties. Beaucoup plus rentables qu'en Allemagne, elles ont énormément développé leurs opérations sur le marché financier et en dollars, aux États-Unis notamment, alors même qu'elles n'ont cessé de rationner le crédit pour les PME et les investissements de capacité en France nécessitant emplois et formations. Leur activité de placement pour compte propre, avec toute la spéculation qui l'accompagne, est devenue très importante dans les années 1995-2000.

En Allemagne, le secteur public, ainsi que les secteurs coopératif et mutualiste dominent pour plus des 2/3 le marché bancaire allemand. Les banques des Länder détiennent elles-mêmes plus de 20% de ce marché. Ce pays a développé le concept original de « *hausbank* » (banque maison): Les entreprises allemandes entretiennent avec leur banque, souvent unique, des relations suivies de partenariat à long terme et lui confient la plupart de leurs opérations tandis que leur gestion fait l'objet d'un suivi attentif de la part de la Hausbank. Ce type de relation fait que les faillites de PME, notamment, sont moins nombreuses en Allemagne qu'en France et que les banques allemandes présentent des taux de rentabilité très inférieurs à leurs homologues en France. Malgré la montée du marché financier dans les années 2000, ce principe demeure toujours prédominant outre-Rhin. Il permet à l'industrie allemande d'afficher une meilleure liaison recherche-formation-production et une compétitivité hors-coût supérieures à celles de la France.

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT: L'ALLEMAGNE LOIN DEVANT

En moyenne, sur la période 2000-2008, les dépenses en R&D représentaient 2,3% de la valeur ajoutée en France, contre 2,8% en Allemagne

Perspectives de dépenses en R&D (2012)

France ..... **51 milliards € (2,87% PIB)**
Allemagne..... **90 milliards € (2,24% PIB)**
Source: Les Échos 20/02/20

Perspectives de dépenses en R&D du privé dans l'industrie

France.....**28 milliards € (65% du total)**
Allemagne.....**58 milliards € (55% du total)**
Source: idem

Part dans la R&D industrielle mondiale

France..... **5,3%**
Allemagne..... **10,1%**

Source: idem

FORMATION: GACHIS DE FONDS DES ENTREPRISES FRANCAISES

- L'Allemagne compte trois fois plus de jeunes formés en alternance que la France: 1,5 millions contre 600 000. Le taux de chômage des moins de 25 ans, fin 2010, y était de 5,5% contre 7% pour l'ensemble de la population, alors qu'il était, à la même époque, de 24% en France, contre 9,3% pour toute la population.

- En Allemagne, ce sont les entreprises qui, traditionnellement, dépensent pour la formation professionnelle. Elles forment un nombre de jeunes supérieurs à leurs besoins personnels car elles assument en partie la responsabilité de garantir en permanence la disponibilité d'une main d'œuvre opérationnelle pour l'économie dans son ensemble.

- Avec un budget moyen de 1,04 million d'euros en 2007, les sociétés françaises sont, et de loin, celles qui consacrent le plus de moyens à la formation professionnelle de leurs collaborateurs. Avec un montant de 836 000 euros, les entreprises allemandes occupent la deuxième place. Pour autant, le taux d'accès des salariés à la formation est plus élevé en Allemagne qu'en France (CEGOS - 2007).

Heures de cours de formation professionnelle continue par participant

	1999	2005
France	36	26
Allemagne	27	30

Source: A. Chéron « *l'évolution de la formation professionnelle continue: une perspective internationale » Edhec, janvier 2011*

L'IRRESPONSABILITE NATIONALE DES GROUPES FRANCAIS

- En Allemagne les grands groupes se préoccupent plus de l'efficacité des PME, notamment en définissant avec les concurrents des normes communes, alors qu'en France, ils imposent des conditions écrasantes de compétitivité, sans partage des coûts et résultats des recherches, sans partage de l'effort de formation qualifiante, obligeant nombre de sou-traitants à délocaliser.

- Les firmes françaises, par rapport à leurs homologues allemandes, ont « *le plus souvent privilégié une stratégie de production complète à l'étranger. Ainsi, les constructeurs automobiles français ont plus souvent choisi de délocaliser dans des pays à bas coût l'ensemble de la production de certains modèles, de telle sorte qu'ils ont pour la première fois en 2006, produit plus d'automobiles à l'étranger qu'en France. Pour faire image, les producteurs allemands ont choisi le modèle industriel de la Porsche Cayenne, les Français celui de la Logan, la première étant conçue et assemblée en Allemagne à partir de pièces détachées fabriquées à l'est, tandis que la seconde est produite et exportée, pour l'essentiel, depuis la Roumanie* » (Conseil d'Analyse Économique-Rapport n°81-31/12/2008, p, 36).

Crise de la dette : comprendre et agir !

La dette publique, c'est quoi?

Comme pour les ménages ou les entreprises, la dette de l'État et celle des collectivités n'est pas mauvaise en soi, à condition qu'elle soit bien utilisée et qu'il n'y ait pas d'arnaque de la part des prêteurs.

En recourant au crédit, les ménages peuvent équiper leur logement, acquérir un véhicule,... sans être obligés d'attendre des années, voire des décennies, pour disposer des moyens indispensables pour vivre.

Dès lors qu'ils accèdent à l'emploi stable et correctement payé et si le taux d'intérêt de leur emprunt est raisonnable, ils pourront étaler sur une longue période les remboursements de leur crédit.

La dette peut donc être un tremplin efficace pour construire son avenir.

En France et aussi en Europe, la dette publique qui pourrait être un levier pour construire l'avenir est pervertie de 2 manières:

- par l'utilisation qui en est faite,
- par la manière dont celle-ci est financée et remboursée;

Comment les gouvernements successifs ont-ils utilisé la dette de l'État?

Si un pays s'endette, il pourra rembourser si la croissance favorisée par le crédit amène des recettes supplémentaires. Ce qui suppose que la dette aide à la création de richesses et d'emplois avec de bons salaires et un développement des services publics, (santé, transport, éducation, formation,...)

Mais aujourd'hui toute cette logique vertueuse est détournée.

Le déséquilibre entre recettes et dépenses s'est aggravé du fait que les dépenses de l'État s'accroissent plus que n'évoluent les recettes.

Problème auquel ne répond pas le simplisme des partisans de l'austérité qui ne veulent voir, comme solution, que la réduction des dépenses publiques et sociales. Or il faut regarder les 2 côtés, celui des dépenses, et de toutes les dépenses, comme celui des recettes.

L'État dépense-t-il trop?

Non et oui!

Non, car l'État ne dépense pas assez pour répondre aux immenses besoins sociaux, ceux liés au dynamisme de la natalité française (crèches, écoles, services pour les parents,..) ou à l'allongement de la vie (services publics pour faciliter l'autonomie, les activités), ou aux besoins de la formation, ou encore pour répondre aux aspirations à mieux se soigner, s'éduquer, se cultiver et s'épanouir …

Or ces exigences nécessitent de bons services publics. Si de grandes luttes de résistance ont permis de freiner les tentatives de sabrage systématiques de leur financement, c'est au contraire plus de moyens financiers qu'il faudrait.

Car l'État gâche aussi beaucoup d'argent pour des dépenses inefficaces:

aides publiques massives aux entreprises, sans créations d'emplois et sans relance de l'activité,

- **aides aux banques sans que celles-ci modifient leurs critères de gestions qui consistent à privilégier la spéculation,**
- **dépenses militaires pour faire jouer à la France le rôle d'auxiliaire de la domination militaire américaine.**

Il faut donc dépenser mieux, mais est-ce suffisant?

Non ce n'est pas suffisant, il faut aussi financer autrement.

Cela concerne 3 orientations où des transformations profondes sont nécessaires:

1- A l'opposé des solutions préconisées par le couple Merkel-Sarkozy: il faut plus de croissance qui apporte plus de recettes.

Il faut rompre avec l'austérité généralisée et les réformes libérales exigées par les marchés financiers et acceptées par les socialistes européens.
On le voit avec la Grèce: cette politique a aggravé la récession économique et fait exploser la dette au lieu de la réduire.

Parce qu'il s'agit de viser la création de centaines de milliers d'emplois, cela passe par une action incitant, voire contraignant, les banques pour qu'elles financent les investissements matériels et de recherche (au lieu des opérations spéculatives) à des taux d'intérêt d'autant plus bas que l'entreprise crée des emplois et développe la formation.
Ce qui pourrait se faire par 4 canaux au moins:

- **Remplacer les aides publiques** actuelles aux entreprises (aides qui leur permettent de baisser leurs charges sociales pour augmenter leurs profits) par des réductions de charges financières en fonction des emplois créés par l'entreprise avec l'investissement réalisé.

Ainsi, les 28 milliards de compensation de l'Etat versés à la Sécurité Sociale pour compenser les exonérations accordées aux entreprises sur les cotisations salariales pourraient être utilisées autrement. Utilisées pour prendre en charge, partiellement ou totalement, les intérêts d'emprunts des crédits destinés à l'investissement productif créateur d'emplois et de salaires, ces fonds publics permettraient par effet de levier, de générer plusieurs centaines de milliards d'euros d'investissements.
Pour un taux de 4,5%, 28 milliards d'euros d'intérêts pris en charge correspondent à un potentiel de 640 milliards d'investissements engagés.
Mettre en œuvre cette mesure, signifie des mobilisations citoyennes, (luttes des salariés, des élus locaux, des citoyens) pour obliger les banques à une autre utilisation de crédit.
Cette utilisation nouvelle de l'argent public donnerait alors aux PME plus de moyens, au delà de l'essor de leur chiffre d'affaires, pour créer des emplois et relever le SMIC à 1700 euros et tous les salaires.

- Une action incitative de la Banque Centrale Européenne sur les banques dont elle « refinance » les crédits que ces dernières ont accordés aux entreprises.
Ce refinancement sera plus cher pour les crédits qui alimentent la spéculation et moins cher pour ceux qui favorisent l'emploi, la formation, les salaires et respectent les normes écologiques.

- La mise en place d'un pôle public financier avec de nouveaux pouvoirs pour les salariés et les élus sur ses décisions.

- Des pouvoirs pour s'opposer aux suppressions d'emplois et aux délocalisations (droits de véto du comité d'entreprise ou des délégués du personnel), mais aussi pour faire valoir d'autres choix bien en amont afin de faire prendre en compte les propositions alternatives des salariés et de leurs élus, et pour saisir les leviers financiers nécessaires à la concrétisation de ces propositions.

2 – Arrêter les baisses d'impôt accordées par le « président des riches » aux plus fortunés et le scandale des 170 milliards de « niches » fiscales.

Et instaurer, au contraire, une fiscalité juste pour les ménages et incitant les entreprises à la relance de l'emploi, du développement des capacités humaines et à la réduction des gâchis matériels (énergie et ressources naturelles) et financiers.

3 – Sortir la dette publique française du champ de la spéculation.

Comme aux États-unis et en Grande Bretagne, les dettes publiques européennes doivent être prises en charge à des taux d'intérêt quasi nuls par leur Banque centrale respective (chez nous,

par la BCE).

Dans la zone euro, la spéculation sur les dettes des pays s'en donne à cœur joie en imposant des taux d'intérêt jusqu'à près de 30% en Grèce.

Rappelons que la décision de Giscard d'Estaing prise en 1974, d'interdire le financement de la dette publique par la Banque Centrale, décision jamais remise en cause depuis, aura coûté en intérêts cumulés payés aux créanciers, **1200 milliards € à la France soit 70% de la dette publique actuelle (1717 milliards d'euros) et la quasi totalité de la dette de l'Etat (1270 milliards d'euros)**.

Des forces existent-elles pour une telle réorientation?

Confrontés à la crise et à des tentatives autoritaires d'imposer partout l'austérité, tous les peuples européens, celui de Grèce en première ligne, sont en train de rentrer en résistance. Le refus, sans précédent, de la Confédération des syndicats européens du projet Merkel Sarkozy et ses initiatives pour le combattre sont aussi significatifs d'un nouvel état d'esprit en Europe.

L'heure est au changement de cap européen, à la mise en œuvre de nouvelles règles pour faire reculer la loi de l'argent et commencer à dépasser ce système en échec. Toute la gauche est devant ses responsabilités.

Le PCF et le Front de gauche avancent des propositions radicales et crédibles pour sortir de la très grave crise actuelle avec la perspective d'avancer vers une nouvelle civilisation.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

2 Le vote utile pour la gauche
Alain Morin

FRANCE/ EUROPE/MONDE

4 La crise européenne au cœur des prochaines élections
Éléments de conjoncture
Yves Dimicoli

10 Le Mécanisme européen de stabilité (MES)
Florence Louis

12 Pour une autre mondialisation
Une refonte démocratique du FMI et de la création monétaire mondiale, de l'ONU et des agences internationales
Paul Boccara

LES DOSSIERS D'ÉCONOMIE ET POLITIQUE

LES DERNIÈRES ATTAQUES DE LA DROITE

17 Le MEDEF dans l'aire électorale
Jean Magniadas

21 Une alternative à la convergence Sarkozy MEDEF est possible
Jean-Christophe Le Duigou

23 Des contrats de compétitivité contre-productifs
Marie-José Kotlicki

26 La TVA « sociale » contre le financement de la protection sociale
Catherine Mills

PRÉSIDENTIELLE 2012

27 Le programme économique du FN à la loupe
Amaury Le Breton

30 Hollande : cris de gauche et chuchotements de droite
Yves Dimicoli

LES DÉBATS DANS LE FRONT DE GAUCHE

LE QUOTIENT FAMILIAL ET LA POLITIQUE FAMILIALE

34 Maintenir le quotient familial, améliorer la politique familiale française
Henri Sterdyniak

37 Politique familiale : quelles réformes ?
Jean-Marc Durand

39 Débats actuels sur la politique familiale et propositions alternatives
Catherine Mills

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

43 Les collectivités territoriales sous la contrainte des marchés
Jean-Marc Durand

FICHES PÉDAGOGIQUES ET ARGUMENTAIRES

46 Fiches pédagogiques sur la dette (fin)

46 Argumentaire 9 : Propositions pour une dette publique « libérée » des marchés financiers

47 Argumentaire 10 : Propositions pour une réforme de la fiscalité et des prélèvements obligatoires

48 Argumentaire 11 : Propositions pour une autre utilisation de l'euro, de la BCE et du crédit

Chômage : 10e mois consécutif de hausse après l'explosion des chiffres de 2008/2009

DEMANDEURS D'EMPLOI COLLECTÉS PAR PÔLE EMPLOI EN FÉVRIER 2012

unités milliers et %

Données CVS-CJO	Fev 2011	Jan 2012	Fev 2012	Variation sur 1 mois	Variation sur 1 an
France métropolitaine					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2699,8	2861,7	2867,9	+ 0,2	+ 6,2
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte < ou = 78h)	534,8	557,6	570,8	+ 2,4	+ 6,7
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue > 78h)	807,7	838,9	839,9	+ 0,1	+ 4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	**4042,3**	**4258,2**	**4278,6**	**+ 0,5**	**+ 5,8**
France					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2930,8	3097,8	3106,2	+ 0,3	+ 6
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	**4302,2**	**4525,9**	**4547,3**	**+ 0,5**	**+ 5,7**

Pour rappel en juin 2008 :

France métropolitaine, catégorie A : **2,009 millions** (+34,38%)
Catégorie A.B.C : 3,062,9 millions (+31,97%)
France catégorie A.B.C : 3,257,5 millions(+32,07%)

Chômage en fonction de l'âge

Données CVS-CJO	Fev 2011	Jan 2012	Fev 2012	Variation sur 1 mois	Variation sur 1 an
France métropolitaine					
Hommes	1997,3	2090,2	2103,4	+ 0,6	+ 5,3
Femmes	2045	2168	2175,2	+ 0,3	+ 6,4
Moins de 25 ans	619,9	636	638	+ 0,3	+ 2,9
Entre 25 et 49 ans	2660,5	2760,7	2767,5	+ 0,2	+ 4
50 ans et plus	**761,9**	**861,5**	**873,1**	**+ 1,3**	**+ 14,6**
Ensemble catégorie A, B, C	**4042,3**	**4258,2**	**4278,6**	**+ 0,5**	**+ 5,8**

L'augmentation globale du chômage et particulièrement des plus de 50 ans démontre le bien fondé de la retraite à 60 ans à taux plein (en prenant en compte les années d'étude et les années de précarité/chômage).
L'augmentation plus forte chez les femmes, particulièrement chez les plus de 50 ans, va aggraver ce que nous constations déjà lors de la lutte contre la réforme Sarkozy : les pensions des femmes sont fortement impactées par les carrières courtes de ces dernières. Pour beaucoup, 2 ans de travail supplémentaires seront donc 2 ans de chômage supplémentaires, essentiellement en fin de droit, ou l'acceptation de n'importe quel travail, notamment les temps partiels imposés et faiblement rémunérés.

Offres d'emplois de Pôle emploi :

En milliers et %

Données CVS-CJO	Fev 2011	Jan 2012	Fev 2012	Variation sur 1 mois	Variation sur 1 an
France métropolitaine					
Rappel : nombre de chômeurs catégorie A, B, C	**4042,3**	**4258,2**	**4278,6**	**+ 0,5**	**+ 5,8**
Offres d'emplois durable >6 mois	117,9	114,8	110	- 4,2	- 6,7
Offres d'emplois 1 à 6 mois	129,8	121,3	116,1	- 4,3	-10,6
Offres d'emplois de moins de 1 mois (*)	38	28,8	32,8	13,9	-13,7

Les offres d'emplois de Pôle emploi sont sans commune mesure avec le nombre de chômeurs. De quoi renvoyer dans leurs cordes ceux qui traitent les chômeurs d'assistés qui se complaisent dans leur situation.
(*) Pour rappel, plus de 78h de travail déplace le chômeur vers la catégorie C tandis qu'un travail de moins de 78 h dans le mois déplace le chômeur vers la catégorie B. Il n'en reste pour autant pas moins un chômeur en recherche d'un véritable emploi.